



**RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général de la Région Académique
Direction des Affaires Générales et Immobilières
Service Régional de l'Immobilier**

Cadre de marché Valant Acte d'Engagement

Procédure passée selon les modalités de l'article R. 2123-1 du Code de la Commande Publique et les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Maîtrise d'Œuvre

Marché n° :

Objet du marché :

Marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux de traitement des accès du rectorat de l'académie de Versailles- site de Lesseps

ARTICLE PRELIMINAIRE. PARTIES CONTRACTANTES

ENTRE :

Région Académique d'Ile de France
Secrétariat Général de la Région Académique
Direction des Affaires Générales et Immobilières
Service Régional de l'Immobilier - Pôle de Versailles
3 Boulevard Ferdinand de Lesseps
78000 Versailles

Représenté par Karine TIETZ, ayant reçu délégation

Désigné ci-après « le Pouvoir Adjudicateur »,

ET

Le titulaire,

La société :

Dont le siège est situé à :

Inscrite au registre du commerce sous le numéro :

Numéro d'identification APE :

Représentée par :

Agissant en qualité de :

■ Désignation, adresse du comptable assignataire :

DDFIP des Yvelines
2 bis rue Montbauron
78000 Versailles

Article 1 : Description de la prestation objet du marché

- **Objet du marché : Maîtrise d’Œuvre**

Considérant la nature des travaux décrits dans le programme joint en annexe,

La présente mission de maîtrise d’œuvre n’est pas soumise aux dispositions codifiées dans le Code de la Commande Publique du 1er avril 2019 aux articles L2430-1 à L2432-2, relative à la maîtrise d’ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d’œuvre privée. La définition des éléments de la mission se réfère cependant aux textes d’application de cette loi, mais le forfait de rémunération est **définitif** dès la signature du marché.

Par ailleurs, le MOA se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au présent contrat conformément aux dispositions de l’article R2122-7 du Code de la Commande Publique. Le marché est conclu dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du présent contrat.

L’opération consiste en la réalisation des travaux de sécurisation des accès du rectorat de l’académie de Versailles- site de Lesseps.

- Le montant prévisionnel des travaux est estimé à : 400 000 €HT (date de valeur janvier 2026)

Numéro du code CPV : 71000000-8	Intitulé du code : Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
---------------------------------	--

- **Décomposition en tranches et en lots**

La présente consultation n’est pas allotie. Le marché de maitrise d’œuvre comportera une unique tranche selon les éléments de mission désignée ci-après :

Désignation des tranches

<u>Tranche ferme :</u>	DIAG/APS
	APD
	PRO
	ACT (constitution du DCE / analyse des offres)
	VISA
	DET
	AOR
	GPA

Aucune mission OPC distincte n’est prévue confiée à un tiers intervenant, aussi le maitre d’œuvre devra prendre en compte dans sa mission le pilotage des entreprises de travaux et

assurer le suivi de la bonne tenue du planning de travaux. Au stade actuel ; il est prévu une dévolution en 2 ou 3 lots principaux (VRD – électricité – clôtures/portails/métallerie).

Précisions sur la mission DIAG /APS :

Au titre du présent élément de mission, le maître d'œuvre doit la vérification des données communiquées par le MOA (plans des existants, DOE...) et leur mise à jour.

Il doit également le relevé et la compilation de l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution de sa mission et à l'élaboration du dossier relatif aux autorisations administratives (autorisation de travaux, autorisation environnementale...) qu'il devra déposer. A ce titre, il effectue les démarches et les consultations préalables nécessaires à l'obtention de l'autorisation, et il assiste le maître d'ouvrage pendant toute la durée de l'instruction y compris participation à toutes les réunions de concertation avec les instances (Sdis, service urbanisme de la commune, commission accessibilité...). Le maître d'œuvre remet au maître d'ouvrage l'ensemble des exemplaires du dossier demandé par le service instructeur, et le dossier original déposé sous format papier et informatique. Dès réception de l'autorisation et des attendus de cette dernière, le maître d'ouvrage en transmet une copie au maître d'œuvre. Au cas où une modification des dossiers d'autorisations administratives est demandée par le bureau de contrôle ou les services instructeur, la réalisation des pièces nécessaires par le maître d'œuvre pour le dossier modificatif est réputée incluse sans surcoût dans le présent contrat.

En cas de nécessité d'effectuer des diagnostics spécifiques complémentaires (structure, géotechnique, réseaux...), le maître d'œuvre doit l'établissement d'un cahier des charges, le cas échéant, pour que la MOA puisse consulter les prestataires spécialisés.

Les études d'avant-projet sommaire avec diagnostic en complément ont également pour objet de :

- Préciser la composition générale en plan et en volume
- Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces
- Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme, du site, des cahiers des charges ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à l'accessibilité handicapés...
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux
- Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi que les performances techniques à atteindre
- Préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles
- Etablir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

A ce stade, les éléments attendus par le maître d'ouvrage sont les suivants :

- Formalisation graphique de l'APS proposée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 avec certains détails significatifs au 1/100 sur base des relevés et sondages complémentaires réalisés en diagnostic

- Notice descriptive sommaire par corps d'état
- Notice explicative et justificative des dispositions et performances techniques proposées
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches fonctionnelles
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux sur base d'un avant métré détaillé par corps d'état (format tableur EXCEL).
- Le plan d'installation de chantier
- Les plans de phasage de l'opération dans le temps et dans l'espace, en prenant en compte les périodes d'occupation du site
- Dossiers de consultation pour les diagnostics complémentaires nécessaires

Précisions sur les études d'Avant-Projet Définitif (APD)

Ces études ont entre autres pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect
- Définir les principes constructifs, de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif pour les parties neuves
- Définir les différents matériaux et les proposer au maître d'ouvrage
- Détailler les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements
- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité et à l'accessibilité handicapés
- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état en EG, par lot en CES
- Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance

Dans le cadre de ces études, des réunions de concertation peuvent être organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées. De plus, dans ce cadre de la mission de maîtrise d'œuvre, des réunions d'information des usagers et/ou du public sont à prévoir.

Au terme de la phase APD, le MOE devra fournir :

- Un ensemble de notices descriptives détaillées des travaux
- Une estimation définitive du coût prévisionnel des travaux sur la base d'un cadre de DPGF détaillé pour chacun des corps d'état servant d'engagement du maître d'œuvre
- Une mise à jour des plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m) sous format DWG et PdF
- Des tracés unifilaires de réseaux et terminaux toutes zones, tous niveaux, à l'échelle de 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, réseaux extérieurs, etc.)
- Les plans de phasage de l'opération dans le temps et dans l'espace, en prenant en compte les périodes de congés scolaires et d'occupation du site

Précisions sur les études de PROJET

Elles ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet
- Etablir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un métré détaillé
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation
- S'accorder avec le coordonnateur SPS pour la cohérence du Plan Général de Coordination, et intégrer les éléments de sécurité nécessaires aux Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Au terme de la phase PRO, le MOE devra fournir :

- Une formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2
- Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100 au 1/50 des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux)
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnements principaux
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse
- Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés des fluides (alimentations, évacuations) et implantation des terminaux au 1/100 et 1/50 pour les schémas d'encombrements des éléments techniques
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides

- Plans généraux des VRD avec tracé sur plan masse des réseaux avec diamètres et niveaux principaux
- Positionnement, dimensionnement, des équipements principaux de tous les locaux techniques
- Plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)
- Plans directeurs d'installation de chantier bungalows, stockages, déchets, circulation et accès de chantier, à voir en concertation avec le SPS
- Plan de phasage des travaux, à voir en concertation avec le SPS
- Plans de phasage de l'opération dans le temps et dans l'espace, en prenant en compte les périodes d'occupation du site, en indiquant les travaux liés en termes de sécurité (clôtures, portail chantier...) ainsi que les liaisons fluides nécessaires (pour les zones occupées, les zones chantier, les concessionnaires) à voir en concertation avec le SPS
- Le calendrier directeur d'exécution par corps d'état
- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots (CCTP) intégrant les éléments de sécurité définitifs pour la maintenance et l'entretien, les données relatives au SSI
- Description des installations fixes communes de chantier, ces dépenses doivent être incorporées dans les marchés de travaux seules les dépenses fonctionnelles (fluides, entretien) de ces installations fixes seront mise au compte prorata. L'ensemble de ces dispositions sont regroupées dans un CCTP 0 Commun à tous les lots.
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposé par lot, sur DPGF chaque ligne reprenant un article du CCTP (numérotation identique) avec un métré et des coûts unitaires à la date de valeur remise du PRO, les ensembles et forfait sont à proscrire (format tableur EXCEL), le dossier des ouvrages assujettis à contrat de maintenance et d'entretien pour les lots concernés
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE

Précisions sur la phase ACT

Le maître d'œuvre devra préparer la consultation des entreprises de manière à ce que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques.

Il devra également préparer la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues, analyser les offres des entreprises et préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Précisions sur la phase VISA/DET/AOR/GPA

Au titre des présents éléments de mission, le maître d'œuvre devra notamment :

- Assurer la mission VISA sur les plans/documents d'exécution des entreprises par l'examen de la conformité au projet

- Organiser et diriger les réunions de chantier
- Vérifier la tenue du planning
- Contrôler la conformité des travaux aux prescriptions du contrat de travaux dans le cadre de leur exécution
- Analyser les devis des entreprises en cas de travaux supplémentaires et préparer la justification de tout ordre de service
- Vérifier les projets de décomptes mensuels et finaux des entreprises
- Organiser les OPR et vérifier la levée des réserves et établir tous les procès-verbaux et constats nécessaires
- Assurer le suivi de toutes les levées de réserves
- Constituer le dossier des ouvrages exécutés
- Intervenir si besoin durant l'année de garantie de parfait achèvement (au minimum une visite 3 mois avant le terme de la GPA)

- Lieu(x) d'exécution : **Versailles**

Prix Global et Forfaitaire révisable

Les révisions sont appliquées à la demande du titulaire en cours d'exécution.

Le prix à réviser qui correspond à une partie du forfait de rémunération, est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2026 (Mois 0).

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est l'indice ING (Ingénierie).

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision est donné par la formule : $C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$

avec :

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

Toutefois, aucune révision de prix n'est payée sur les retards imputés au maître d'œuvre sur le délai partiel en cours.

Les coefficients de révision sont établis à 3 chiffres après la virgule et arrondis au millième supérieur.

- Délais d'exécution et de remise des livrables :

	Mission	Délai global	Point de départ du délai
1	Phase Conception		
1.1	Etudes Avant-Projet Sommaire (DIAG - APS) Etat des lieux et diagnostics Analyse de l'état des chaussées et équipements Synthèse	2 semaines	A compter de la notification du marché
1.2	Etude Avant-Projet Détaillé (APD)	2 semaines	A compter de la validation des études Avant-Projet Sommaire
1.3	Etudes de Projet (PRO)	2 semaines	A compter de la validation des études Avant-Projet Détaillé
1.4	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT)		
1.4.1	Elaboration du DCE	1 semaine	A compter de la validation des études Projet
1.4.2	Analyse des offres et négociations	3 semaines	A réception des offres
2	Phase Réalisation-Réception		
	Visa, Direction d'Exécution des Travaux (DET) incluant la Réception des travaux et le suivi des levées de réserves ainsi que l'assistance pendant la phase GPA		A réaliser suivant planning d'exécution
2.1	VISA sur EXE entreprises	4 jours	A transmission du document par l'entreprise
2.2	Compte-rendu réunion chantier	4 jours	Suivant date de réunion
2.3	Opération Préalable à la Réception	20 jours	A compter de la demande de réception formulée par l'entreprise
2.4	DOE	30 jours	A compter de la date de transmission des éléments par les entreprises
	GPA	1 an	A compter de la réception des travaux

La mission débutera à compter de la notification du marché.

Le MOA dispose d'un délai minimum de 1 semaine pour accepter chacun des éléments de mission DIAG/APS, APD et PRO à compter de leur réception complète. Aucune validation tacite ne pourra être faite en cas de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Article 2 : Organisation du titulaire

Il appartient au titulaire de mettre en place tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution du marché.

La coordination interne doit permettre une parfaite cohérence d'action, de production et de communication.

La bonne exécution des prestations nécessite la mise en œuvre de compétences avérées, notamment dans les domaines suivants :

Mandataire : Bet techniques tous corps d'état notamment dans les voiries et réseaux divers (VRD)

Compétence complémentaire exigée : Architecture et paysage. Si le titulaire ne possède pas cette compétence en propre, il aura la faculté de recourir à la sous-traitance (à indiquer lors de la remise de l'offre). Le sous-traitant éventuel doit être précisément encadré par le titulaire, et les prestations qu'il exécute doivent être soigneusement vérifiées et validées par le titulaire avant utilisation et diffusion.

Article 3 : Conditions d'attribution

Une visite sur site pourra être organisée à la demande des candidats pendant la durée de la consultation, les demandes devront être adressées au service régional immobilier (SRI) pôle de Versailles par mail aux adresses ci-dessous :

ce.sri-versailles@region-academique-idf.fr

djamel.chentir@region-academique-idf.fr

Les propositions des candidats sont à remettre par voie électronique, avant les date et heure limites **le 24/02/2026 à 12h00**, sur le profil d'acheteur du Rectorat de Versailles PLACE.

Les fichiers doivent être déposés sous format .doc, .pdf, .xls, ou sous tout autre format dès lors qu'ils sont accompagnés du logiciel de lecture correspondant

Elles comprendront :

1. Phase candidature : Un mémoire de présentation de l'entreprise (effectifs et chiffre d'affaires des 3 dernières années, références de mission en rapport avec l'objet du marché sur les 5 dernières années, capacités professionnelles) ainsi qu'un dossier administratif (Déclaration sur l'honneur (ou imprimé DC1, en cochant la case correspondante dans la section F « Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement ») indiquant que le candidat individuel ou chaque membre du groupement n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique, lettre de candidature, pouvoir de signature...)

2. Phase offre : fourniture d'une note d'organisation spécifique à ce marché :

- 2.1 présentant les moyens humains et matériels dédiés à l'opération en explicitant la répartition des rôles et l'organisation interne (qualifications et expérience de l'équipe dédiée accompagnée des CV des intervenants en explicitant la répartition des rôles)
- 2.2 explicitant la méthodologie mise en place par le candidat pour assurer la bonne réalisation de sa mission (gestion des études de conception, gestion du chantier)
- 2.3 précisant la valeur environnementale et sociétale de l'offre en exposant d'une part les moyens mis en place pour limiter les impacts environnementaux au sein de l'entreprise (gestion de l'empreinte carbone, utilisation de produits recyclés, politique de gestion des déchets, performance énergétique des équipements) et d'autre part la politique de formation mise en place au sein de l'entreprise et les mesures prises pour promouvoir l'insertion professionnelle des personnes en difficulté

Par ailleurs, avec son offre, le candidat transmettra le cadre de marché dûment complété, signé et revêtu du cachet de l'entreprise, ainsi que la DPGF renseignée.

Pour tout renseignement, les demandes devront être adressées au service régional immobilier (SRI) pôle de Versailles par mail aux adresses ci-dessous :

ce.sri-versailles@region-academique-idf.fr

djamel.chentir@region-academique-idf.fr

Jugement des propositions :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'engager des négociations dans les conditions définies ci-après.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (présentiel, téléphone, courriel,). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Enfin, l'acheteur pourra engager une procédure de marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence, en cas d'absence d'offre ou d'offre inappropriée.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RPA se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières conformément à l'article R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement final des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critères	Sous-critères	Note sur
1. Prix		70
2. Valeur technique de l'offre		20
	1. moyens humains et matériels dédiés à l'opération en explicitant la répartition des rôles et l'organisation interne	10
	2. Méthodologie mise en place par le candidat pour assurer la bonne réalisation de sa mission (gestion des études de conception, gestion du chantier)	10
3. Valeur environnementale et sociétale de l'offre		10
	1. Moyens mis en place pour limiter les impacts environnementaux au sein de l'entreprise (gestion de l'empreinte carbone, utilisation de produits recyclés, politique de gestion des déchets, performance énergétique des équipements)	5
	2. Politique de formation mise en place au sein de l'entreprise et mesures prises pour promouvoir l'apprentissage, l'emploi des seniors et la promotion de l'égalité hommes-femmes	5
TOTAL		100

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Article 4 : Pénalités

Par dérogation au CCAG MOE, il n'est pas prévu d'exonération des pénalités lorsque leur montant ne dépasse pas 1 000 euros.

PENALITES PHASES DIAG-APS/APD/PRO/ACT

En cas de retard dans la remise des éléments de mission visés à l'article précédent, et par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, il sera fait application par le maître d'ouvrage d'une pénalité fixée à 100 (CENT) euros par jour calendaire de retard par livrable.

PENALITES EN PHASE VISA/DET/AOR/GPA

- Présence aux réunions de chantiers

La présence du maître d'œuvre à chaque réunion hebdomadaire de chantier ainsi qu'à toutes les réunions techniques spécifiques est obligatoire.

Il sera appliqué une pénalité de 100 (CENT) euros pour chaque absence constatée ou retard perturbant le rendez-vous de chantier. Toutefois, elle peut ne pas être appliquée si une justification valable est fournie au maître d'ouvrage, au plus tard 48 heures suivant le rendez-vous.

Le Maître d'œuvre devra établir les comptes-rendus des réunions de chantier et les diffuser aux différents intervenants. A défaut, il sera appliqué une pénalité de 50 (CINQUANTE) euros par jour de retard.

- Vérification des projets de décomptes mensuels et établissements des acomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels qui lui sont transmis via la plateforme Chorus Pro.

Les entreprises travaux transmettront depuis la plateforme Chorus leurs projets de décompte mensuels, en utilisant le numéro de SIRET du maître d'œuvre, il disposera ainsi des projets de décompte sur son propre compte Chorus qu'il utilise en tant que prestataire.

Le maître d'œuvre tient à jour un registre sur lequel il précise les dates de réception des projets de décompte, sur la base des certificats de dépôt horodaté des entreprises.

Après vérification et rectification, le cas échéant, les projets de décomptes mensuels deviennent les décomptes mensuels, que le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage via la plateforme Chorus accompagnés des états d'acomptes mensuels correspondants, ainsi que d'un tableau de suivi des situations mensuelles.

Ces états de paiement mensuel sont notifiés par le maître d'œuvre aux entrepreneurs, accompagnés des décomptes ayant servi de base à ces derniers si les projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs ont été modifiés.

Délai de vérification :

Le délai de vérification et de transmission des projets de décomptes mensuels par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage est fixé à 7 (sept) jours calendaires à compter du lendemain de la date figurant sur le certificat de dépôt horodaté de l'entreprise sur la plateforme Chorus.

La date de fin du délai de vérification sera la date d'envoi au maître d'ouvrage sur la plateforme Chorus du décompte validé, le certificat de dépôt chorus horodaté faisant état de cette date sera pris en compte, le cas échéant la date figurant sur la plateforme.

Pénalités :

En cas de retard dans la vérification et la transmission de la validation au maître d'ouvrage et par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, il sera fait application par le maître d'ouvrage d'une pénalité fixée à 100 (CENT) euros par jour calendaire de retard.

- Vérification des projets de décomptes finaux des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie les projets de décomptes finaux des marchés de travaux qui lui sont transmis par les entreprises.

Le maître d'œuvre doit matérialiser sur le projet de décompte la date à laquelle il l'a reçu de l'entreprise. Après vérification, les projets de décomptes finaux deviennent les décomptes finaux à partir desquels le maître d'œuvre établit les décomptes généraux.

Délai de vérification :

Le délai de vérification des projets de décomptes finaux, d'établissement des décomptes généraux et de transmission desdits documents via la plateforme Chorus pro, est fixé à 7 (sept) jours calendaires à compter du lendemain de la réception des projets de décomptes finaux.

La date prise en compte correspondant au certificat de dépôt par l'entreprise, pour les projets de décomptes finaux, et au certificat de dépôt par le maître d'œuvre pour les décomptes généraux.

Pénalités :

En cas de retard dans la vérification et la transmission au maître d'ouvrage des documents, et par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, il sera fait application par le maître d'ouvrage d'une pénalité fixée à 100 (CENT) euros par jour calendaire de retard.

- Dossier des ouvrages exécutés

Délai de récolement et de transmission au maître d'ouvrage

Le délai de récolement et de transmission au maître d'ouvrage du Dossier des Ouvrages Exécutés est fixé à 30 jours calendaires, à compter de la date de transmission des DOE par les entreprises. Dans le cas de retard de remise des documents par les entreprises, soit le DOE, soit les compléments demandés par le maître d'œuvre lors de sa vérification, celui-ci disposera de 30 jours calendaires pour en faire la vérification complémentaire et transmettre le DOE au maître d'ouvrage.

Pénalité de retard

En cas de retard dans le récolement et la transmission au maître d'ouvrage du Dossier des Ouvrages Exécutés, et par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, il sera fait application par le maître d'ouvrage d'une pénalité fixée à 50 (CINQUANTE) euros par jour calendaire de retard.

Article 5 : Documents transmis

5.1 : Documents transmis :

1. Le cadre de marché MOE, à compléter pour l'offre
2. Le cadre de DPGF MOE à compléter pour l'offre
3. Le programme des travaux et un reportage photos

4. Les données du site :

- Détection Réseaux et rô
- Diagnostics amiante
- Diagnostics PEMD
- Diagnostics plomb
- Etude de circulation
- Etudes géotechniques
- Foncier
- PLU
- Pollution des sols
- Relevés géomètres

Article 6 : Engagement du candidat

Le présent cadre de marché, le programme de travaux, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et les documents remis par le titulaire ont une valeur contractuelle. Le délai de validité de cette offre est de 90 jours.

Après avoir pris connaissance du présent document, je m'engage, sur la base de mon offre, à **accepter, sans aucune modification, les termes du présent cadre de marché valant acte d'engagement et les documents qui y sont mentionnés et à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués.**

Je déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et que je suis en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Montant forfaitaire global (exprimé en €) :

Prix HT
TVA (20%)
PRIX TTC

Article 7 : Modalités de règlement

Les paiements interviennent après exécution des prestations objet du présent marché suivant échéancier ci-après sur envoi d'une facture par le prestataire.

	Elément de mission	Conditions de paiement
1	Phase Conception	
1.1 1.2 1.3	Etudes Avant-Projet Sommaire (Diag-APS) Etudes d'Avant Projet Définitif (APD) Etudes de Projet (PRO)	70% à la remise des différents dossiers 30% à l'approbation du MOA
1.4	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux	
1.4.1 1.4.2	Dossier de consultation des Entreprises Analyse des offres	100% à validation par MOA 100% à l'approbation du rapport d'analyse
2	Phase Pilotage, coordination et suivi des travaux	
2.1	VISA des études d'exécution	100% mission /m ; m nombre de mois de chantier compris préparation
2.2	Direction de l'exécution des travaux DET	90% mission /m ; m nombre de mois de chantier compris préparation 10% au décompte général définitif dès acceptation des entreprises
2.3	Assistance lors des opérations de réception AOR	60% assistance aux OPR 20% à la levée des réserves 20% à l'approbation du DOE

Les demandes de paiement doivent être transmises par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'envoi des factures via le portail nécessite :

- Le numéro SIRET de la structure débitrice.
- Le numéro d'engagement juridique qui vous sera communiqué.

Les factures dont le numéro SIRET est erroné seront systématiquement rejetées. Celles dont l'engagement juridique est incorrect devront faire l'objet d'une régularisation manuelle, retardant leur traitement.

Compte à créditer : à compléter par le candidat :

Titulaire	Banque	Pays/Clé IBAN	IBAN ou RIB	BIC

Article 8 : Dérogation du CCAG MOE

L'article 4 pénalités déroge à l'article 16.2.3 du CCAG MOE.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir

marché

A

Le

Signature du représentant

du pouvoir adjudicateur